

## Les flics tuent dans les cités comme dans les campagnes

Quel est le point commun entre Naguib TOUBACHE, Karim BOUDOUDA, Amine BENTOUNSI et Jérôme LARONZE ? A priori aucun. Pourtant, ils ont tous été tués par les forces de l'ordre. Ce ne sont là que quelques noms de personnes tuées par balle en France mais la liste des victimes est longue, les circonstances toujours troubles et les auteurs de ces crimes sont généralement acquittés.\*

Jérôme LARONZE, agriculteur tué samedi dans le sud de la Bourgogne, apparaît comme une exception au milieu des affaires des cités populaires et des « quartiers sensibles ». Mais à y regarder de plus près, on peut faire un parallèle entre la situation des agriculteurs et celles des habitants des quartiers. Bien que très différentes, ce sont deux populations précarisées, prolétarisées, stigmatisées et constamment humiliées.

Si la précarité des quartiers populaires n'est plus à démontrer, les difficultés économiques des agriculteurs ne sont pas toujours reconnues. Un tiers d'entre-eux a touché moins de 350 euros par mois en 2015. Endettement, surendettement... Derrière les gros tracteurs flambant neufs, la réalité est souvent moins reluisante.

Les classes populaires sont les plus touchées par le chômage, l'interim et le travail uberisé... La gestion de l'activité, ou de l'inactivité, y est très encadrée, fragmentée, contrôlée, contraignante. La part laissée aux individus pour organiser leur vie est réduite à néant. Les agriculteurs, contraints par un arsenal de normes et de réglementations, appliquées par des administrations aussi lourdes qu'incompétentes, ont perdu toute autonomie dans la manière d'organiser leur travail. Dans un cas comme dans l'autre, c'est ce que l'on nomme la prolétarianisation.

Nul n'ignore que les cités souffrent d'une image dégradée : drogue, violence, désœuvrement... La profession agricole supporte, elle aussi, le poids de la stigmatisation : pollueurs, empoisonneurs, profiteurs, chasseurs de primes et de subventions... Si ces qualificatifs reposent souvent sur des réalités critiquables, la généralisation n'épargne personne et les amalgames touchent même les plus vertueux.

Enfin, et c'est peut-être là le point essentiel, agriculteurs et habitants des cités sont constamment humiliés. D'un côté, les dossiers bloqués à la CAF depuis des mois ; de l'autre, les primes PAC non versées. D'un côté, les actualisations à pôle emploi ; de l'autre, les télédéclarations en ligne. D'un côté, les contrôles au faciès ; de l'autre, le puçage généralisé. D'un côté, les fouilles au corps ; de l'autre, les contrôles sanitaires. D'un côté, la garde-à-vue ; de l'autre, la mise en demeure... Autant d'affronts quotidiens, autant de violences ordinaires qui conduisent souvent au drame.

Question drame, les agriculteurs s'en sortent très bien tous seuls : la corde ou le fusil. Un suicide tous les 3 jours dans les fermes de France. Mais Jérôme LARONZE n'avait pas l'intention de mettre fin à ses jours. Il refusait de se soumettre à un contrôle vétérinaire et avait pris la fuite. C'est en cavale qu'il a été abattu par les gendarmes alors qu'il était au volant de sa voiture.

Son nom vient s'ajouter à la longue liste des victimes des forces de l'ordre et confirme cette évidence insupportable : les flics tuent. De préférence parmi les pauvres et les précaires.

**CNT Interco 71**

\* Plus d'infos sur le site : <http://www.urgence-notre-police-assassine.fr>

Le jour de sa fuite, Jérôme LARONZE avait contacté la presse pour expliquer son geste. Voici l'article paru dans le JSL la veille de sa mort.

Il avait également dit dans une interview : « Les agriculteurs sont plutôt des taiseux et souvent ils retournent la violence contre eux-même. C'est pour cela qu'il y a un ou deux suicides par jour dans notre profession. Mais peut-être que la violence va finir par se retourner vers les autres... » (propos tenus en février 2016, cités par le JSL mercredi 17 mai 2017)

TRIVY UN ÉLEVEUR EN CAVALE

# « Mon tracteur était le seul moyen d'avoir droit à la parole »

Toujours recherché par les gendarmes, l'agriculteur de Trivy a contacté *Le Journal de Saône-et-Loire* jeudi matin. Témoignage d'un homme en plein désarroi.

Cultivé, maniant aisément les références littéraires ou évangéliques, ayant déjà participé à des conférences publiques, Jérôme Laronze apparaît comme un agriculteur atypique. Attachant selon certains. En sérieuses difficultés psychologiques selon d'autres.

Recherché par les gendarmes après son coup de sang survenu le jeudi 11 mai au cours d'un contrôle de son exploitation, l'homme de 37 ans se cache. Jeudi matin, il a contacté *Le Journal de Saône-et-Loire* pour s'exprimer.



■ Avec l'un de ses trois tracteurs, Jérôme Laronze a foncé la semaine dernière sur des gendarmes. Photo Damien VALETTE

« L'administration de l'agriculture, ne nous apporte rien, sinon de l'humiliation. »

Jérôme Laronze

Il a notamment évoqué un épisode survenu le 6 juin 2016. Ce jour-là, des fonctionnaires de la direction départementale de la Protection des populations procèdent à une identification de ses bovins dans leurs pâtures. Mais les bêtes paniquent et, selon le ré-

cit de l'agriculteur, une vingtaine d'entre elles se précipitent dans un ruisseau. Cinq n'y survivront pas. « Plus tard, on m'a demandé de ne rien dire concernant ces bêtes pour que mon dossier soit régularisé », affirme-t-il.

« La colère du juste »

Traumatisé par cet épisode qu'il relate en détail dans un mail adressé au *JSL*, l'éleveur admet « ne pas avoir été très rigoureux » concernant les déclarations de traçabilité de ses bêtes. Il dénonce surtout « l'hyper administration, qui n'apporte rien aux agricul-



■ Jérôme Laronze en 2013 lors d'une projection débat sur l'agriculture à Mâcon. Photo d'archives Florent MULLER

teurs, sinon de l'humiliation et des brimades. Cela ne rapporte qu'aux marchands et aux intermédiaires. Mon cas est anecdotique, mais il illustre l'ultra-règlementation qui conduit à une destruction des paysans. Les dossiers de la politique agricole commune sont devenus tellement compliqués que les paysans payent des gens pour faire leurs déclarations. Ils perdent ainsi la main sur leurs propres exploitations. Il y a une solitude de l'agriculteur face aux nombreuses questions des contrôleurs. Pour avoir la paix, le paysan va signer tous

« La charte des contrôles dans l'agriculture, c'est le bal des hypocrites. »

les papiers qu'on lui tend ». Concernant la récente charte départementale destinée à « humaniser » les contrôles des agriculteurs par les services de l'État, Jérôme Laronze la considère comme un simple « instrument de communication. C'est le bal des hypocrites ».

Interrogé sur l'épisode du tracteur, l'éleveur avait déclaré avoir simplement voulu « effaroucher » les gendarmes : « Quand ils sont arrivés, les contrôleurs et tous ces gens en armes, j'étais sur mon tracteur et j'y suis resté, car c'était pour moi le seul et unique moyen d'avoir droit à la parole. J'ai toujours été courtois et je n'ai jamais manqué d'égards pour les contrôleurs. Mais ce jour-là, j'ai été pris de la colère du juste, comme Jésus avec les marchands du temple. Le paysan, on les fait culpabiliser du matin au soir. Et le jour où il se déculpabilise, on lui envoie les gendarmes. »

Damien Valette  
damien.valette@lejsl.fr

NOTE Contactés par *Le JSL*, les services de l'État n'ont pas souhaité s'exprimer sur un cas individuel.

## Introuvable depuis une semaine

Le jeudi 11 mai, des agents de la Direction départementale de la protection des populations, escortés par des gendarmes, se présentent chez Jérôme Laronze pour un contrôle de son exploitation. L'homme est agité, la tension monte, les pompiers sont appelés pour une prise en charge médicale. Au volant de son tracteur, l'éleveur effectue des va-et-vient, avant d'avancer en direction de deux gendarmes qui doivent s'écarter pour ne pas être percutés. Puis l'agriculteur prend la fuite à bord de son engin, avant de venir reprendre sa voiture et de disparaître à nouveau après un début de course-poursuite sur la RCEA. Dans le cadre d'une enquête judiciaire pour violences aggravées (car dirigées contre des agents de la force publique) et refus d'obtempérer, l'éleveur fait l'objet de recherches.



■ Une partie du troupeau de Jérôme Laronze. Photo D.V.

## POINT PAR POINT

### ■ Règles sanitaires

Le principal grief de l'administration à l'encontre de l'éleveur de Trivy concerne les règles sanitaires et notamment le non-respect de la traçabilité des bovins.

### ■ « Les rentiers du syndicalisme »

Un temps engagé au sein de la Confédération paysanne (co porte-parole et représentant départemental), Jérôme Laronze dénonce aujourd'hui « les rentiers du syndicalis-

me : leur gagne-pain n'est plus leur ferme, mais leurs activités syndicales ! »

### ■ « Marre de cet acharnement »

Un habitant de Trivy, proche de Jérôme Laronze, plaide en sa faveur : « Il n'est pas une personne violente, simplement un homme qui en a eu marre de cet "acharnement" contre lui. Nous le connaissons bien et jamais il n'a fait preuve de violence, c'est une personne très intéressante ».

## Ni suicide, ni reddition

« Je n'ai absolument pas l'intention de me suicider », a précisé jeudi matin au *JSL* Jérôme Laronze. L'agriculteur affirme également ne pas envisager de se rendre aux forces de l'ordre. « C'est la période électorale, je vais faire campagne », répond-il sous forme de boutade. Cette position jusqu'au-boutiste, après une semaine de cavale, les autorités comme les proches de l'éleveur la considèrent comme une impasse.